

MSNA 2022 – MALI – APERÇU DE LA METHODOLOGIE

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU DE LA METHODOLOGIE	1
• Objectifs spécifiques et questions de recherche.....	1
• Portée de l'évaluation	2
• Stratégie d'échantillonnage.....	3
• Collecte de données.....	3
ANALYSE DES MANQUES EN TERMES DE NIVEAU DE VIE (LSG).....	5
CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES.....	6
• Limites.....	7
ANNEXES.....	7
Annexe 1 : Termes de références, données et publications.....	7
Annexe 2 : Tableau d'échantillonnage	7
Annexe 3 : Identification des LSG	9
Annexe 4 : Estimation de la sévérité globale des besoins.....	10
Annexe 5 : Détails des indicateurs LSG et PEV.....	11
• Secteur - Sécurité alimentaire	11
• Secteur – Protection	13
• Secteur – ÉDUCATION	16
• Secteur – Eau, hygiène et assainissement (EHA).....	16
• Secteur – Abris et biens non-alimentaires (ABNA).....	18
• Secteur – Santé.....	19
• Vulnérabilités préexistantes (PEV).....	20
Annexe 6 : Partenaires et remerciements	21

APERÇU DE LA METHODOLOGIE

• Objectifs spécifiques et questions de recherche

L'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) a été menée pour la deuxième fois au Mali en 2022 afin de contribuer à informer le cycle de programmation humanitaire (HPC) à travers une évaluation de la nature et de la sévérité des besoins multisectoriels des populations non-déplacées et déplacées dans toutes les régions du pays, mais aussi pour permettre aux acteurs humanitaires de planifier leurs interventions grâce à la mise à disposition de données actualisées concernant les besoins multisectoriels et priorités des populations affectées.

L'évaluation répondait à deux objectifs spécifiques :

1. Appuyer la planification humanitaire, et notamment le processus HPC, à travers le partage d'informations sur les besoins multisectoriels des populations non-déplacées et déplacées au Mali
2. Effectuer une analyse comparative de la sévérité des besoins sectoriels et multisectoriels au Mali en fonction des groupes de population pris en compte par l'évaluation, des zones géographiques et des facteurs sous-jacents de vulnérabilité.

Pour atteindre ces objectifs, la MSNA a cherché à répondre aux questions de recherche suivantes :

- Quels sont les besoins sectoriels et multisectoriels des ménages au Mali, ainsi que le niveau de vulnérabilité, identifiés en fonction des zones géographiques et des groupes de population ?
 - Dans quelle mesure les ménages ont-ils accès à une eau de qualité et aux infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA) ?
 - Dans quelle mesure les ménages ont-ils accès à un abri et aux biens non-alimentaires essentiels ?
 - Dans quelle mesure les ménages ont-ils accès à de la nourriture en quantité et de qualité suffisantes et à des revenus ?
 - Dans quelle mesure les garçons et les filles en âge d'aller à l'école au sein des ménages ont-ils accès à l'éducation ?
 - Dans quelle mesure les ménages ont-ils accès à une prise en charge sanitaire adéquate ?
 - Dans quelle mesure les enfants de moins de 5 ans ont-ils accès à une prise en charge nutritionnelle adéquate ?
 - Quels sont les principaux problèmes de protection et défis d'accès aux services de prise en charge des problèmes de protection rencontrés par les ménages ?
 - Quels sont les principaux mécanismes d'adaptation mis en place par les ménages pour faire face au manque de ressources et aux barrières d'accès aux services de base ?
 - Dans quelle mesure et sous quelle modalité les ménages affectés ont-ils accès à une aide humanitaire adaptée à leurs besoins ? Quelles sont leurs préférences en termes d'assistance ?

- Dans quelle mesure les ménages ont-ils accès à des moyens de communication et de télécommunication?
- Dans quelle mesure certaines caractéristiques des ménages contribuent-elles à exacerber leur vulnérabilité en termes d'accès aux ressources, ou aux services de base ?
 - Dans quelle mesure la présence de personnes vulnérables¹ au sein du ménage contribue-t-elle à exacerber la vulnérabilité des ménages ?
 - Dans quelle mesure la taille et composition démographique du ménage contribue-t-elle à exacerber la vulnérabilité des ménages ?
 - Dans quelle mesure le profil de déplacement (motifs du déplacement, nombre et durée du déplacement) contribue-t-il à exacerber la vulnérabilité des ménages ?

• Portée de l'évaluation

Afin de rendre compte des facteurs exacerbant les besoins et vulnérabilités des populations, l'évaluation MSNA s'est déroulée sur une base nationale. En accord avec les acteurs de la coordination humanitaire à travers le groupe de coordination inter-clusters (ICCG), une méthodologie permettant d'avoir des résultats généralisables au niveau des cercles pour les populations non déplacées et au niveau des 10 régions (Bamako, Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Ménaka, Mopti, Ségou, Sikasso et Tombouctou) pour les populations déplacées internes (PDI) a été déployée. Au vue des difficultés à la fois logistiques et sécuritaires, des zones prédéfinies comme inaccessibles ont été retirées de l'échantillonnage. Celles-ci impliquent notamment l'entièreté des localités des cercles de Nara (région de Koulikoro), d'Anderamboukane et d'Inékar (région de Ménaka). Les localités de la région de Sikasso situées à un rayon de 20 km entre le Burkina Faso et le Mali d'une part, et les localités de la région de Kayes situées à un rayon de 20 km entre la Mauritanie et le Mali d'autre part n'ont pas été pas couvertes par l'enquête pour des raisons sécuritaires.

Dans le but de pouvoir analyser les différences potentiellement existantes entre différents groupes de populations, deux types de ménage, distingués en fonction de leur statut de déplacement, ont été identifiés comme cibles : la population déplacée interne (PDI), définie comme étant tout ménage en situation de déplacement forcé à l'intérieur du pays au moment de l'enquête, et la population non-déplacée, définie comme étant tout ménage qui n'était pas en situation de déplacement forcé au moment de l'enquête. Ce choix a été défini en coordination avec les membres de l'ICCG, pour des raisons liées à la faisabilité opérationnelle et aux lacunes d'information concernant la localisation et la taille des différents groupes de population présents au Mali. Les ménages réfugiés, rapatriés et retournés n'ont donc pas été ciblés comme un groupe à part entière et ont été inclus dans le groupe des populations non-déplacées.

Finalement, les membres de sept clusters oeuvrant dans le pays ont été étroitement consultés et les principaux indicateurs sectoriels ont pu être intégrés dans le plan d'analyse de la MSNA. Ces clusters sont les suivants : Abris et Biens Non-Alimentaires (ABNA), Eau Hygiène Assainissement (EHA), Éducation, Nutrition, Protection – incluant les sous-clusters de l'Action contre les Mines, du Logement, Terre et Propriété (LTP), de la Protection de l'enfance (PE) et des Violences Basées sur le Genre (VBG) –, Santé et Sécurité alimentaire. De plus, les thématiques transversales liées à la redevabilité envers les populations (AAP), les besoins spécifiques aux personnes vulnérables et les dynamiques liées aux mouvements de population ont été intégrées.

¹ Permet d'identifier les vulnérabilités préexistantes au sein du ménage, qui correspondent à des conditions ou des processus sous-jacents qui influencent le degré du choc et qui influent sur l'exposition, la vulnérabilité ou la capacité des ménages, ce qui pourrait par la suite exacerber l'impact d'une crise sur les personnes touchées par ces vulnérabilités.

• Stratégie d'échantillonnage

Après la définition des zones inaccessibles (voir ci-dessous la section Portée de l'évaluation), la première étape du processus d'échantillonnage consistait à définir les territoires ciblés pour les deux groupes de population évalués, à savoir les ménages non déplacés et les ménages déplacés internes .

Pour les ménages non déplacés, l'ensemble du territoire malien a été découpé en zones rectangulaires de 1 km². Pour des raisons de logistique et de sécurité, les zones avec une population inférieure à 50 habitants ont été préalablement retirées de la liste des territoires cibles pour l'élaboration du cadre d'échantillonnage. Les données spatiales et démographiques proviennent du Centre pour le réseau international d'information sur les sciences de la terre (Center for International Earth Science Information Network, CIESIN)². Cette méthodologie est utilisée comme alternative lorsque les données démographiques publiques ne sont pas suffisamment précises (à l'échelle des localités / Admin 4) et / ou lorsque celles-ci sont caduques (dernier recensement général de la population datant de 2009 au Mali).

Pour les populations déplacées internes, les données démographiques de la Direction Nationale du Développement Social (DNDS) ont été utilisées. Ces dernières recensent le nombre de déplacés internes par localité (Admin 4). Ainsi, les territoires cibles sont les localités accessibles accueillant des ménages déplacés internes.

Dans un second temps, un échantillonnage en grappes stratifié a été utilisé dans le but d'obtenir des résultats représentatifs - avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10% - de l'ensemble de la population de 50 des 53 cercles pour les ménages non déplacés (Admin 2) et de chaque région d'installation pour les ménages déplacés internes (Admin 1). Pour ce faire, des grappes d'une taille de 6 enquêtes ont été générées de manière proportionnelle au nombre d'habitants jusqu'à ce que le niveau de représentativité ciblé soit atteint. Ensuite, afin de sélectionner les ménages à enquêter au sein des grappes sélectionnées, 6 points GPS ont été générés de façon aléatoire (par zone d'1km² tirée au sort pour les non déplacés, et par localité tirée au sort pour les déplacés internes). La méthodologie d'échantillonnage en grappes assure une bonne dispersion géographique des enquêtes. La stratification par groupe de population entraîne la production de deux cadres d'échantillonnages distincts et indépendants vis à vis de l'autre.

Une fois sur le terrain, les enquêteurs et enquêtrices devaient sélectionner le ménage ciblé, non déplacé ou déplacé interne, le plus proche du point GPS. Pour les grappes se trouvant dans des zones identifiées comme inaccessibles au moment de la collecte (suite à un événement sécuritaire ou climatique telle qu'une inondation), une nouvelle grappe au sein du même cercle (Admin 2) et du même groupe de population était sélectionnée aléatoirement au sein d'un échantillonnage préétabli, dans le but d'être utilisée comme solution de remplacement.

• Collecte de données

Un questionnaire ménage structuré a été mis au point en fonction des besoins d'information identifiés en étroite consultation avec les membres des clusters sectoriels. Déployé sur le serveur REACH Mali de KoboCollect, le questionnaire était accessible sur smartphones ou tablettes grâce à un identifiant et un mot de passe. Les données ont été collectées par quatre Organisations Non Gouvernementales (ONG) partenaires, Association Malienne pour la Solidarité et le Développement (AMSODE), Association Vivre au Sahel (AVS), Première Urgence Internationale (PUI) et World Vision, ainsi que par les équipes de REACH. La collecte de données a eu lieu du 1er septembre au 16 octobre 2022.

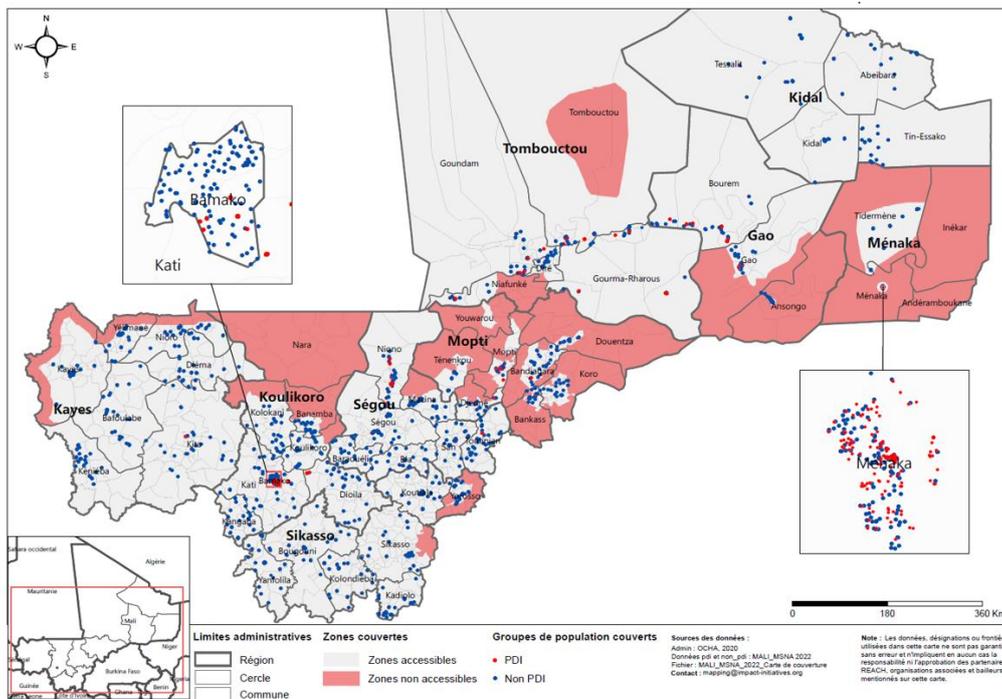
² CIESIN, Columbia University and Novel-T. 2021
(<https://academiccommons.columbia.edu/doi/10.7916/d8-hr0y-v173>)

7 640 ménages ont participé à l'évaluation, dont 938 ménages PDI. Les entretiens ont été effectués en personne. Des difficultés d'accès sécuritaires ont parfois entravé l'opérationnalisation des enquêtes en personne, amenant REACH Initiative à retirer certaines zones de l'échantillonnage. Voir la carte de couverture géographique ci-après.

Les équipes terrain REACH chargées de la collecte de données se composaient de trois enquêteurs et d'un chargé de terrain. Aux vues de la présence de l'épidémie de COVID-19 au Mali, les mesures nécessaires afin de minimiser les risques de propagation de l'épidémie pendant les entretiens en face à face ont été prises³. Une formation centrée sur les risques et mesures de prévention a été donnée aux chargés de terrain et aux enquêteurs avant le début de la collecte de données et les équipes terrain avaient à disposition tout du long de la collecte de données du matériel de protection contre la COVID-19.

En amont de la collecte de données, les chargés de terrain ont tous suivi une formation, qui contenait notamment une présentation générale sur ce qu'est REACH, les objectifs de l'enquête, un module pour chacun des secteurs et sur les thématiques transversales, un module sur la redevabilité envers les populations affectées, ainsi qu'un module lié à la sécurité. Les chargés de terrain étaient ensuite responsables de former les enquêteurs. Un guide d'enquêteurs et des outils leur étaient fournis pour les accompagner dans cette tâche. Les équipes des partenaires ont été formées en même temps que les équipes REACH à Bamako. Une journée a été dédiée à un pilote du questionnaire à Bamako. Le chargé de terrain était en charge d'animer des séances de briefing et de debriefings quotidiennes afin de remonter aux équipes de Bamako tous les retours du terrain et de redescendre les incohérences repérées quotidiennement par l'équipe d'évaluation et de traitement des données à Bamako dans les questionnaires complétés pour clarification. Un fichier de suivi de nettoyage est disponible sur demande, recensant les suppressions d'enquêtes jugées inexploitable, les justifications faites par le terrain sur les données considérées comme incohérentes et toutes modifications apportées aux données brutes. Les données nettoyées ne contiennent aucune donnée personnelle, afin de protéger les répondants à l'enquête et ont été validées par les équipes techniques au niveau du siège d'IMPACT Initiatives.

Carte 1 : Couverture géographique de l'évaluation



³ Ces mesures ont été développées en ligne avec les [procédures opérationnelles standards \(SOP\) globales d'IMPACT Initiatives](#).

ANALYSE DES MANQUES EN TERMES DE NIVEAU DE VIE (LSG)

La méthode d'analyse de la MSNA de REACH a été développée en interne par REACH et est mise en œuvre principalement à partir des données collectées par la MSNA. Conformément aux questions de recherche, l'analyse vise à déterminer la proportion de ménages par strate (département et milieu) qui ont des besoins sectoriels ou thématiques, et à identifier les facteurs sociodémographiques qui influencent l'accès aux ressources et le degré de vulnérabilité. Les principales composantes analytiques sont les suivantes :

Manque en termes de niveau de vie (LSG) : signifie un besoin non-satisfait dans un secteur donné⁴, où le score de sévérité LSG est de 3 ou plus.

Manque de capacité (CG) : signifie que des stratégies d'adaptation négatives et non durables sont utilisées pour répondre aux besoins. En particulier, les ménages qui n'ont pas été identifiés comme ayant un LSG ne peuvent maintenir leur niveau de vie qu'en utilisant des stratégies d'adaptation négatives.

Vulnérabilités préexistantes : les conditions ou les processus sous-jacents qui influencent le degré du choc et qui influent sur l'exposition, la vulnérabilité ou la capacité des ménages, ce qui pourrait par la suite exacerber l'impact d'une crise sur les membres de ces ménages.

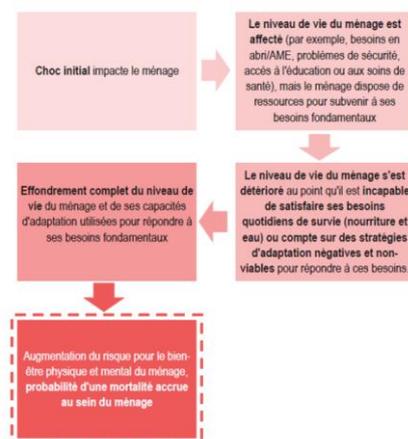
Sévérité : signifie « l'intensité » des besoins, sur une échelle allant de 1 (aucun/minimal) à 4+ (extrême+).

Ampleur : correspond au nombre global ou au pourcentage de ménages qui ont des besoins.

L'échelle de sévérité s'inspire du projet de Cadre d'Analyse Intersectorielle Conjointe (JIAF), un cadre analytique en cours d'élaboration au niveau mondial visant à améliorer la compréhension des besoins des populations affectées. Ce cadre mesure la détérioration progressive de la situation d'un ménage vers le pire scénario humanitaire possible.

Alors que l'échelle de sévérité du JIAF comprend 5 classes allant de 1 (nulle/minimale) à 5 (catastrophique), pour les besoins de cette MSNA, seule une échelle de 1 (nulle/minimale) à 4 (extrême) est utilisée. La note « 4+ » est utilisée lorsque les données indiquent que la situation pourrait être catastrophique, mais elle n'est pas utilisée dans le cadre de cette analyse. Cela s'explique par le fait que les données nécessaires pour pouvoir établir un score de classe "catastrophique" sont principalement collectées au niveau de la zone (par exemple, les taux de mortalité ou la prévalence de la malnutrition), ce qui est difficile à prendre en compte dans une analyse au niveau des ménages ou des individus (préparation technique, ressources supplémentaires, etc.)⁵. Un ménage est considéré comme faisant face à un besoin (score MSNI de 3 ou plus) dès que celui-ci est incapable de satisfaire un de ses besoins sectoriels fondamentaux.

Diagramme 1 : Justification de l'échelle de sévérité



⁴ Six secteurs ont été considérés dans l'analyse : Abris, Eau, Hygiène et Assainissement (EHA), Education, Protection, Sécurité Alimentaire (SecAl) et Santé. Voir Annexe 5 pour plus d'informations sur les différents indicateurs utilisés.

⁵ En outre, étant donné que les lignes directrices sur les définitions exactes de chaque classe doivent encore être finalisées, et compte tenu des implications en matière de réponse de la classification d'un ménage ou d'une zone en classe 5 (catastrophique), REACH Initiative n'est pas en mesure de vérifier de manière indépendante si une sévérité de classe 5 a actuellement lieu.

Les LSG pour un secteur donné sont calculés en agrégeant les indicateurs de besoins non satisfaits par secteur. Une méthodologie d'agrégation simple a été développée, en s'appuyant sur l'approche d'agrégation de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM). En utilisant cette méthode, chaque ménage se voit attribuer un score de "privation" en fonction de ses privations dans les indicateurs qui le composent. Le score de privation de chaque ménage est obtenu en calculant le pourcentage des privations subies, de sorte que le score de privation de chaque ménage se situe entre 0 et 100. La méthode repose sur la catégorisation de chaque indicateur sur une échelle binaire : a ("1") / n'a pas ("0") de manque. Le seuil utilisé pour déterminer si un ménage était considéré comme ayant un manque particulier ou non a été défini en avance pour chaque indicateur. En plus de ces indicateurs binaires, un sous-ensemble d'indicateurs « critiques » a également été identifié qui, à eux seuls, pouvaient indiquer un besoin grave ou très grave au sein du ménage. Le score final de gravité du LSG dans chaque secteur a ensuite été déterminé en prenant le plus élevé des deux scores, c'est-à-dire le score agrégé du IPM ou le score de l'indicateur critique⁶. Les détails des indicateurs sélectionnés et seuils utilisés se trouvent en annexe 5.

L'index multisectoriel des besoins (MSNI) est une mesure de la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage (exprimée sur une échelle de 1 à 4+) basée sur le score de sévérité LSG le plus haut pour un secteur donné et identifié au sein de chaque ménage. Il est important de garder en tête que le MSNI appréhende les besoins multisectoriels dans une perspective globale. Le score MSNI final sera le même que le ménage ait un LSG très sévère dans un seul secteur en particulier ou plusieurs LSG concomitants dans différents secteurs. Si cette méthode est pertinente du point de vue de la planification de la réponse humanitaire au niveau global (si un ménage a des besoins extrêmes dans un secteur, ceci implique la mise en œuvre d'une intervention humanitaire quelle que soit la concomitance des besoins sectoriels), des analyses supplémentaires se doivent d'être conduites pour comprendre les différences d'ampleur en matière de sévérité entre les différents ménages. Plus d'information concernant la méthodologie d'agrégation des LSG peut se trouver en annexe 4.

CONSIDÉRATIONS ETHIQUES

Afin de respecter le principe humanitaire de *ne pas nuire* (ou de « *do no harm* »), la nécessité de chaque indicateur collecté a été questionnée lors de l'élaboration du questionnaire. Malgré cela, les lacunes en informations au niveau national étant conséquentes, la longueur du questionnaire était un élément qui pouvait fatiguer les répondants. Les enquêteurs ont été formés à en informer de manière explicite en amont les participants, ainsi qu'à demander un consentement éclairé à chaque enquête. Il a été également clairement expliqué à ces derniers que la participation à l'enquête était volontaire, et que celle-ci ne garantissait aucunement une réponse humanitaire. De plus, les risques sécuritaires ont été étroitement suivis tout au long de la collecte de données afin de n'exposer aucun enquêteur à des risques non-évalués. Finalement, les mesures de prévention de propagation du virus COVID-19 ont été appliquées par chacun des membres des différentes équipes terrains. Une formation spécifique liée à la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) a été donnée aux membres des équipes terrains et les participants à l'enquête avaient la possibilité de recourir de manière anonyme au mécanisme de plaintes géré par ACTED. Il était du devoir des membres des équipes d'en informer l'existence aux participants en début de chaque enquête.

Le questionnaire était déployé en français et les enquêteurs, recrutés au niveau régional, ont été sélectionnés sur base de leur expérience en collecte de données et leur connaissance des langues locales. Lors des formations terrains, les enquêteurs devaient s'entraîner à pratiquer le questionnaire dans les différents dialectes de la région. La présence d'au moins une enquêtrice femme dans chacune des équipes a été favorisée dans la mesure du possible, afin d'assurer la possible préférence des enquêtées d'échanger directement avec une personne du même genre. Les enquêteurs n'étaient pas habilités à mener des entretiens avec des mineurs.

⁶ Voir annexe 4 pour plus d'information sur l'identification des LSG sectoriels.

• Limites

Quelques limites non exhaustives de l'évaluation :

- **Couverture géographique** : pour les cercles comprenant des localités ou des communes prédéfinies comme inaccessibles en amont de la collecte de données, la représentativité des données concernant uniquement les populations se trouvant dans les zones considérées comme accessibles. De plus, certaines grappes considérées comme accessibles au moment de la collecte ont dû être remplacées par d'autres grappes, pour raisons sécuritaires ou logistiques non-anticipées. Cela n'impactant pas la représentativité des données, certains biais sur les résultats des données peuvent être significatifs, l'ensemble du territoire malien prédéfini aléatoire n'ayant pu être évalué.
- **Enquête en personne** : l'approche aléatoire via des points GPS n'est pas optimale dans certaines zones nomades de la partie nord du Mali. Ainsi, les mouvements des ménages nomades ne facilitent pas la collecte de données via des points GPS.
- **Période de collecte de données** : la collecte de données ayant eu lieu en septembre et en octobre à la fin de la période des pluies, des biais saisonniers peuvent subvenir sur certains indicateurs qui feront l'objet d'analyse comparative avec les résultats d'autres évaluations.
- **Codage** : à la suite d'erreurs techniques lors du codage de l'outil de collecte Kobo, les informations en lien avec un indicateur du secteur de la protection "Q92. Quelle est la raison principale pour laquelle l'enfant ne vit pas dans le ménage ?" et un second indicateur du secteur de l'éducation "Q224. Merci de préciser la/les principale.s raison.s pour laquelle/lesquelles l'enfant / les enfants a/ont abandonné l'école" n'ont pas pu être collectées.
- **Qualité des données** : à la suite d'incohérences constatées pendant l'analyse des données de la région de Mopti, les enquêtes du cercle de Youwarou et des enquêtes de certains énumérateurs de la région de Mopti ont été supprimées conformément aux principes de nettoyage des données de l'évaluation. Ainsi, les résultats de l'évaluation pour les cercles et la région de Mopti sont indicatifs respectivement pour les ménages non déplacés et les ménages PDI.

ANNEXES

Annexe 1 : Termes de références, données et publications

Les documents et publications suivants relatifs à la MSNA 2022 au Mali sont disponibles sur le REACH Resource Center :

- [Termes de référence de la recherche](#)
- [Ensemble des données brutes et nettoyées de la MSNA 2022](#)
- [Table d'analyse de données MSNA 2022](#)
- [REACH Mali, MSNA 2022, présentation des résultats clés](#)

Annexe 2 : Tableau d'échantillonnage

Région	Cercle	Nombre d'enquêtes cible	Nombre d'enquêtes réalisées	Taille de population estimée	Groupe de population	Résultats
Bamako		99	98	3 146	PDI	Représentatifs
Bamako	Bamako	112	113	2 627 119	PND	Représentatifs
Gao		150	139	35 952	PDI	Représentatifs
Gao	Ansongo	168	172	132 045	PND	Représentatifs
Gao	Bourem	138	132	13 948	PND	Représentatifs
Gao	Gao	138	146	1 480 854	PND	Représentatifs

Région	Cercle	Nombre d'enquêtes cible	Nombre d'enquêtes réalisées	Taille de population estimée	Groupe de population	Résultats
Kayes		88	93	1 722	PDI	Représentatifs
Kayes	Bafoulabe	138	138	24 149	PND	Représentatifs
Kayes	Diéma	138	138	71 628	PND	Représentatifs
Kayes	Kéniéba	138	138	57 209	PND	Représentatifs
Kayes	Kayes	138	131	1 412 378	PND	Représentatifs
Kayes	Kita	138	139	108 540	PND	Représentatifs
Kayes	Nioro	144	144	174 620	PND	Représentatifs
Kayes	Yélimané	150	150	80 379	PND	Représentatifs
Kidal	Abeibara	168	168	3 590	PND	Représentatifs
Kidal	Kidal	186	186	303 914	PND	Représentatifs
Kidal	Tessalit	180	185	5 512	PND	Représentatifs
Kidal	Tin-Essako	144	140	3 085	PND	Représentatifs
Koulikoro		106	102	1 962	PDI	Représentatifs
Koulikoro	Banamba	144	143	141 882	PND	Représentatifs
Koulikoro	Dioila	138	137	215 721	PND	Représentatifs
Koulikoro	Kangaba	138	123	60 826	PND	Représentatifs
Koulikoro	Kati	138	137	67 637	PND	Représentatifs
Koulikoro	Kolokani	132	126	37 004	PND	Représentatifs
Koulikoro	Koulikoro	138	138	307 264	PDI	Représentatifs
Menaka	Menaka	111	110	50 000	PND	Représentatifs
Ménaka	Tidermène	104	104	2 193	PND	Représentatifs
Ménaka		107	103	15 103	PDI	Représentatifs
Mopti		162	108	66 350	PDI	Indicatifs
Mopti	Bandiagara	138	88	36 178	PND	Indicatifs
Mopti	Bankass	144	100	65 779	PND	Indicatifs
Mopti	Djenné	156	104	107 065	PND	Indicatifs
Mopti	Douentza	168	114	187 446	PND	Indicatifs
Mopti	Koro	138	92	103 965	PND	Indicatifs
Mopti	Mopti	138	96	1 233 392	PND	Indicatifs
Mopti	Téniékou	150	73	53 537	PND	Indicatifs
Ségou		138	143	38 251	PDI	Représentatifs
Ségou	Baraouéli	138	140	110 143	PND	Représentatifs
Ségou	Bla	138	138	106 939	PND	Représentatifs
Ségou	Macina	138	140	38 232	PND	Représentatifs
Ségou	Niono	138	139	203 415	PND	Représentatifs
Ségou	San	138	142	619 937	PND	Représentatifs
Ségou	Ségou	138	139	1 715 587	PND	Représentatifs
Ségou	Tominian	132	170	19 278	PND	Représentatifs
Sikasso	Bougouni	138	138	270 076	PND	Représentatifs
Sikasso	Kadiolo	144	143	401 219	PND	Représentatifs
Sikasso	Kolondieba	138	138	87 272	PND	Représentatifs
Sikasso	Koutiala	138	138	2 334 667	PND	Représentatifs
Sikasso	Sikasso	138	138	3 154 054	PND	Représentatifs
Sikasso	Yanfolila	144	144	220 000	PND	Représentatifs

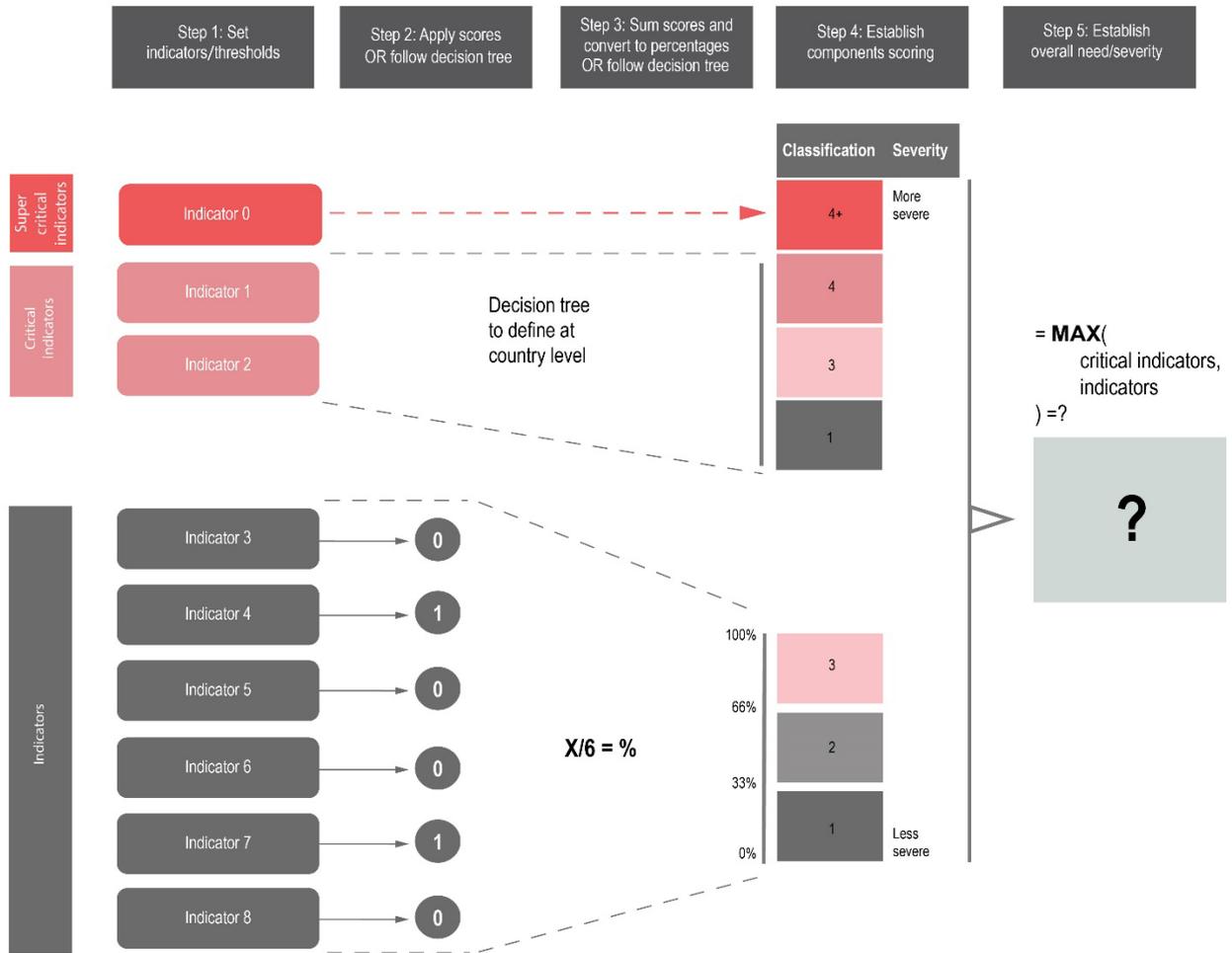
Région	Cercle	Nombre d'enquêtes cible	Nombre d'enquêtes réalisées	Taille de population estimée	Groupe de population	Résultats
Sikasso	Yorosso	144	142	42 339	PND	Représentatifs
Tombouctou		144	157	15 831	PDI	Représentatifs
Tombouctou	Diré	138	177	169 475	PND	Représentatifs
Tombouctou	Goundam	144	182	101 407	PND	Représentatifs
Tombouctou	Gourma-Rharous	138	132	71 462	PND	Représentatifs
Tombouctou	Niafunké	168	168	91 825	PND	Représentatifs
Tombouctou	Tombouctou	144	144	368 024	PND	Représentatifs

Annexe 3 : Identification des LSG

Les LSG pour un secteur donné sont calculés en agrégeant les indicateurs de besoins non satisfaits par secteur. Pour la MSNA en 2020, une méthodologie d'agrégation simple a été développée, en s'appuyant sur l'approche d'agrégation de l'IPM. En utilisant cette méthode, chaque unité (un ménage par exemple) se voit attribuer un score de "privation" en fonction de ses privations dans les indicateurs qui le composent. Le score de privation de chaque ménage est obtenu en calculant le pourcentage des privations subies, de sorte que le score de privation de chaque ménage se situe entre 0 et 100. La méthode repose sur la catégorisation de chaque indicateur sur une échelle binaire : a (« 1 ») / n'a pas (« 0 ») de manque. Le seuil à partir duquel un ménage est considéré comme ayant un manque particulier est déterminé à l'avance pour chaque indicateur. La méthodologie d'agrégation de la MSNA de 2022, décrite ci-dessous, peut être décrite comme « similaire à l'IPM », et utilise les étapes de l'approche IPM pour déterminer un score de sévérité des besoins, avec l'ajout « d'indicateurs critiques » qui déterminent les scores de sévérité les plus élevés. La section ci-dessous fournit des indications sur la manière de procéder à l'agrégation en utilisant des données au niveau des ménages.

1. Identifier les indicateurs qui mesurent les besoins (« manque ») pour chaque secteur, en capturant les dimensions clés suivantes : l'accessibilité, la disponibilité, la qualité, l'utilisation et la connaissance. Fixer des seuils binaires : a (« 1 ») / n'a pas (« 0 ») de manque ;
2. Identifier les indicateurs critiques qui, à eux seuls, indiquent un manque dans le secteur de manière générale ;
3. Une fois les données collectées, identifier les scores individuels des indicateurs (0 ou 1) pour chaque ménage ;
4. Calculer le score de sévérité de chaque ménage, sur la base de l'arbre décisionnel suivant (adapté à chaque secteur) :
 - a. Indicateur(s) « super » critique(s) : peuvent conduire à un 4+ si une situation extrême est constatée pour le ménage ;
 - b. Indicateurs critiques : en utilisant une approche par arbre décisionnel, une classe de sévérité est identifiée sur une échelle de 1 à 4 en fonction des scores de chacun des indicateurs critiques ;
 - c. Indicateurs non critiques : les scores de tous les indicateurs non critiques sont additionnés et convertis en pourcentage du total possible (par exemple, 3 sur 4 = 75%) pour identifier une classe de sévérité ;
 - d. Le score final de sévérité est obtenu en retenant le score le plus élevé généré par les indicateurs super critiques, critiques ou non critiques, comme indiqué dans le diagramme 2 ci-dessous ;
5. Calculer la proportion de la population ayant un score de gravité final de 3 et plus, par secteur. Avoir un score de gravité de 3 et plus dans un secteur est considéré comme ayant un LSG dans ce secteur ;
6. Projection des résultats en pourcentage sur les données de la population qui ont été utilisées pour construire l'échantillon, avec une pondération précise pour assurer la meilleure représentativité possible.

Diagramme 2 : Identification des LSG par secteur – exemple



Annexe 4 : Estimation de la sévérité globale des besoins

Cette Annexe est adossée à la Section **Analyse des manques en termes de niveau de vie**. **L'indice des besoins multisectoriels (MSNI) est une mesure de la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage** (exprimée sur une échelle de 1 à 4+) et basée sur les scores de sévérité LSG sectoriels les plus hauts de chaque ménage. Le MSNI est déterminé par les étapes suivantes : Tout d'abord, la sévérité de chacun des LSG sectoriels est calculée par ménage. Ensuite, un score de sévérité final (MSNI) est déterminé pour chaque ménage en fonction du score de sévérité LSG sectoriel le plus haut identifié pour chaque ménage. Comme présenté dans le tableau 1 ci-dessous, le ménage 1 (HH 1) a un MSNI final de 4 parce que c'est le score de sévérité le plus haut, parmi tous les LSG au sein de ce ménage.

Tableau 1 : Exemples de scores MSNI par ménage basés sur les résultats de l'analyse sectorielle

	Sectoral LSG Severity Score						Final MSNI
	Food Sec	Health	WASH	Protection	Education	Etc.	
HH 1	4	4	4	4	3	3	4
HH 2	2	2	4	2	1	1	4
HH 3	3	3	3	4+	2	1	4+
Etc.	2	3	1	1	2	1	3

Limites principales : le score final MSNI sera le même (4) que le ménage ait un LSG très sévère dans un seul secteur en particulier (par exemple en EHA pour le HH 2 ci-dessus) OU plusieurs LSG simultanés dans différents secteurs (par exemple en sécurité alimentaire, santé, EHA et protection pour le HH 1 ci-dessus). Si cette méthode est pertinente du point de vue de la planification de la réponse humanitaire au niveau global (si un ménage a des besoins extrêmes dans un secteur, ceci implique la mise en œuvre d'une intervention humanitaire quelle que soit la concomitance des besoins sectoriels), des analyses supplémentaires se doivent d'être conduites pour comprendre les différences d'ampleur en matière de sévérité entre les différents ménages.

Annexe 5 : Détails des Indicateurs LSG et PEV

Cette annexe présente sous forme de tableaux les détails des analyses de manque en termes de niveau de vie (LSG) et de vulnérabilité préexistante (PEV). Le bulletin MSNA se base sur cette méthodologie.

• Secteur - Sécurité alimentaire

Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	3	4	4+
Ménage par phase de consommation à partir de la matrice de FEWS NET	Phase 1	Phase 2 et 3	Phase 4	Phase 5

Méthodologie de la classification par la matrice de Fews Net⁷

La méthodologie de classification par la matrice de Fews Net permet de procéder à une analyse au niveau ménage. Elle permet de distinguer l'analyse en deux étapes : (1) la consommation alimentaire (basées sur les indicateurs usuels de sécurité alimentaire que sont le Score de consommation alimentaire, l'Echelle de la faim et l'Indice réduit des stratégies de subsistance) et (2) les stratégies de subsistance (basées sur le LCSJ, l'Indice des stratégies d'adaptation des moyens de subsistance). L'échelle

⁷ Fews Net, "Matrix Analysis. Integrated analysis of survey-based indicators for classification of acute food insecurity", Mai 2021. <https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/fews-net-matrix-guidance-document.pdf>.

de l'indicateur critique correspond à la première étape de l'analyse, à savoir l'analyse de la consommation alimentaire au niveau ménage.

Méthodologie de l'échelle de la faim (HHS) et de l'indice des stratégies de subsistance (rCSI)

Les calculs des deux indicateurs suivent les méthodes de calculs standards :

rCSI : permet d'évaluer la quantité ou la suffisance de l'alimentation d'un ménage en posant des questions sur une sélection de mécanismes d'adaptation liés à l'alimentation⁸.

HHS : permet de mesurer la faim en représentant différents niveaux de l'insécurité alimentaire et permet des comparaisons interculturelles⁹.

Méthodologie du score de consommation alimentaire (FCS)

Le calcul du score de consommation alimentaire suit la méthode de calcul standard avec les seuils suivants correspondant aux pays avec une faible consommation de sucre et d'huile¹⁰ :

- Pauvre : inférieur ou égal à 28
- Limite : supérieur à 28 et inférieur ou égal à 42
- Acceptable : supérieur à 42

Indicateurs non-critiques

LSG : Indicateurs non critiques	0	1
Pourcentage de ménages selon la principale source de revenu des trois derniers mois	Agriculture ou maraîchage et vente des produits d'agriculture OU Pêche, Chasse, Cueillette et vente des produits OU Élevage et vente de produits d'élevage et de bétail OU Commerce OU Petit commerce OU Petits métiers OU Travail agricole journalier rémunéré OU Travail journalier rémunéré non agricole OU Transport OU Fonctionnaires et/ou salariés OU Transformation produits naturels/Exploitation/vente de la production minière OU Professions libérales	Transferts d'argent (remitances) OU Aides/Dons sociaux (fait par la communauté/famille et/ou des tierces personnes) OU Aides/Dons humanitaire (fait par l'Etat ou des organisations) OU Vente de l'aide humanitaire OU Mendicité, Emprunts ou Dettes OU Aucun
Pourcentage de ménages pratiquant l'agriculture de façon optimale par rapport à une année moyenne	Oui	Non

⁸ WFP, "The Coping Strategies Index: Field Methods Manual" 2nd edition, January 2008, p. 17.

https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp211058.pdf

⁹ FANTA, « Indice domestique de la faim : Définition de l'indicateur et guide de mesure », Août 2011.

<https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/HHS-Indicator-Guide-Aug2011-FRANCAIS.pdf>

¹⁰ WFP, « FCS – Food Consumption Score », mis à jour le 04 octobre 2019.

<https://resources.vam.wfp.org/data-analysis/quantitative/food-security/food-consumption-score>

LSG : Indicateurs non critiques	0	1
Pourcentage de ménages ayant accès un marché accessible, approvisionné et avec des prix abordables pour le ménage	Le marché est accessible, approvisionné, et à prix abordable pour mon ménage	Il y'a un marché dans la zone, mais je ne peux m'y rendre pour cause d'insécurité sur la route OU Il y'a un marché dans la zone, mais je ne peux m'y rendre pour cause d'absence de moyens de transport OU Il y'a un marché dans la zone, mais je ne peux m'y rendre car j'ai des difficultés à me déplacer OU J'ai accès à un marché, mais les prix sont trop élevés, et je ne peux m'y approvisionner complètement par conséquent OU Le marché est accessible, mais il n'est pas correctement approvisionné en biens alimentaires OU Le marché est accessible, mais il n'est pas correctement approvisionné en articles non-alimentaires OU Le marché est accessible, approvisionné, et à prix abordable pour mon ménage OU Aucun marché fonctionnel dans la zone (jamais) OU Aucun marché fonctionnel dans la zone (Insécurité)
Pourcentage de ménages selon le temps pour se rendre au marché fonctionnel le plus proche en utilisant le mode de transport habituel	Inférieur ou égale à 30 minutes	Plus de 30 minutes

- **Secteur – Protection**

Indicateurs critiques

LSG : Indicateurs critiques	1	3	4	4+
Pourcentage de ménages rapportant des préoccupations sécuritaires pour au moins un membre du ménage, par raison	Aucune préoccupation sécuritaire mentionnée	Au moins un membre du ménage a été exposé à un déplacement forcé OU Vol, extorsion, pillage OU Menace OU Violence psychologique/émotionnelle OU Taxation illégale OU Conflits intercommunautaires OU Conflits fonciers OU Tensions entre communauté hôte / communauté déplacé OU Déni d'accès aux services de base	Au moins un membre du ménage a été exposé à un meurtre et blessure OU Incidents et/ou Meurtre / blessure par un engin explosif / mine OU Enlèvement / kidnapping OU Traite ou trafic d'être humain OU Violences sexuelles OU Mariage avant 18 ans (mariage précoce) / Mariage forcé (contre sa volonté) OU Séparation de la famille OU Recrutement forcé OU	

LSG : Indicateurs critiques	1	3	4	4+
			Travail forcé (contre sa volonté)	
Pourcentage de ménages faisant face à des restrictions de mouvements	Aucune restriction de mouvements mentionnée	Oui, au moins une restriction de mouvements mentionnée dans les localités, entre les communes (en dehors de la localité) ou entre les régions (en dehors de la localité)		
Pourcentage des ménages rapportant une condition problématique en termes de protection de l'enfance (enfant séparé, enfant travaillant en dehors de la maison, enfants engagés dans des travaux dangereux, enfants mariés)	Aucun ménage n'a rapporté une condition problématique en termes de protection de l'enfance (enfant séparé, enfant travaillant en dehors de la maison, enfants engagés dans des travaux dangereux, enfants mariés)	Au moins un ménage a rapporté une condition problématique en termes de protection de l'enfance (enfant de 15 ans et plus travaillant en dehors de la maison, et engagé dans des travaux d'Agriculture/Travaux champêtres OU Pêche, OU Élevage/Chasse OU Petit commerce OU Restauration OU Artisanat OU Travaux domestiques OU Transport OU Construction /Bâtiment OU Collecte de métaux OU Mendicité OU Ne sait pas OU Ne souhaite pas répondre OU enfant de 15 ans et plus travaillant en dehors de la maison, et engagé dans des activités de Mines /Carrière)	Au moins un ménage a rapporté une condition problématique en termes de protection de l'enfance (enfant de moins de 15 ans engagé dans des travaux d'Agriculture/Travaux champêtres OU Pêche, OU Élevage/Chasse OU Petit commerce OU Restauration OU Artisanat OU Travaux domestiques OU Transport OU Construction /Bâtiment OU Collecte de métaux OU Mendicité OU Ne sait pas OU Ne souhaite pas répondre OU enfant de moins de 18 ans qui a un statut matrimonial Marié OU divorcé OU veuf OU Ne souhaite pas répondre)	Au moins un ménage a rapporté une condition problématique en termes de protection de l'enfance (enfant de moins de 18 ans recrutés ou utilisés par des forces ou groupes armés OU exerce la Prostitution et autres formes d'exploitation sexuelle)

LSG : Indicateurs critiques	1	3	4	4+
Pourcentage de ménage par type de problème lié à l'occupation de l'abri/logement et la terre (parcelle, champ, jardin et pâturage)	Aucun type de problème mentionné	Au moins un ménage par type de problème comme Conflit au sujet du loyer OU Conflit au sujet de la propriété OU Perte des documents de propriété OU Pillage de la propriété OU Destruction des cultures par les animaux OU Vol des animaux OU Occupation secondaire OU Conflit entre éleveur et agriculteur OU Disputes liés à la succession OU Menaces d'éviction	Au moins un ménage par type de problème comme Accès au logement OU Accès à la terre OU La propriété ou une partie de la propriété est occupée par d'autres illégalement OU Accaparement des terres OU Destruction et/ou incendie des maisons et biens	
Pourcentage de ménages rapportant avoir été victime d'une éviction forcée au cours des six derniers mois	Non		Oui	

Indicateurs non critiques

LSG : Indicateurs non critiques	0	1
Pourcentage de ménages avec au moins un membre ayant présenté des signes de détresse psychologique au cours des trois derniers mois	Non, aucun membre	Oui, au moins un membre présente des signes de détresses psychologique
Pourcentage de ménages disposant de documentation légale pour tous les membres du ménage	Oui, tous les documents	Non, certains documents OU Aucun
Pourcentage de ménages rapportant que les femmes et les filles évitent certaines zones par crainte pour leur sécurité	Aucune crainte mentionnée pour les femmes et les filles OU au moins une crainte mentionnée et un Sentiment de sécurité mentionné partout	Au moins une crainte mentionnée pour les femmes et les filles et un Sentiment d'insécurité mentionné Dans les abris OU En quittant le site / la ville OU Sur le chemin d'accès aux marchés / axes routiers OU Aux points d'eau OU Aux latrines et infrastructures/endroits pour se laver OU Dans les zones de baignade OU Marchés OU Écoles OU Centres de santé OU Centres de nutrition/alimentation OU Dans les transports publics OU Points de distribution de l'aide humanitaire OU En famille (dans le foyer / chez moi)
Pourcentage de ménages déclarant connaître au moins un service essentiel de protection	Oui	Non

- Secteur – Éducation**

Indicateur critique

LSG : Indicateur critique	1	3	4
Pourcentage de ménages avec au moins un enfant de 6 à 17 ans qui ne fréquentaient pas régulièrement l'école (2021-2022) et ayant cité une barrière liée à la protection de l'enfance ou à l'insécurité à l'école	Tous les enfants de 6 à 17 ans fréquentaient l'école formelle	Au moins un enfant de 6 à 17 ans ne fréquentait pas l'école formelle	Au moins un enfant de 6 à 17 ans ne fréquentait pas l'école formelle et ayant cité une barrière liée à la protection de l'enfance ou à l'insécurité à l'école (Le ou les enfant(s) se sont mariés avant la fin du cycle scolaire OU L'enfant a contracté une grossesse OU Les enfants doivent mendier OU L'école n'est pas fonctionnelle (destruction ou fermeture) OU L'insécurité, nos enfants risquent d'être enlevés OU L'enfant a rejoint un groupe armé OU Les enfants ont migré pour chercher de l'argent (à l'intérieur ou l'extérieur du pays))

Indicateurs non critiques

LSG : Indicateurs non critiques	0	1
Pourcentage de ménages avec au moins un membre qui sait lire et écrire, dans au moins une langue	Oui	Non
Pourcentage de ménages par distance à pied de l'établissement scolaire le plus proche	Inférieur ou égale à 30 minutes	Supérieur à 30 minutes

- Secteur – Eau, hygiène et assainissement (EHA)**

Indicateurs critiques

LSG : Indicateurs critiques	1	2	3	4	4+
Pourcentage de ménages par type de source d'eau de boisson principale et	Source d'eau améliorée dans la concession	Source d'eau améliorée à moins de 30 minutes	Source d'eau améliorée à 30 minutes ou plus	Source d'eau non-améliorée	Eau de surface

LSG : Indicateurs critiques	1	2	3	4	4+
distance par rapport à celle-ci					
Pourcentage de ménages rapportant avoir accès à suffisamment d'eau, par type de besoin en eau	Le ménage a accès à suffisamment d'eau pour boire, pour cuisiner, pour l'hygiène personnelle et pour d'autres usages domestiques (nettoyage de la maison, du sol, etc.)	Le ménage a accès à suffisamment d'eau pour boire, pour cuisiner, pour l'hygiène personnelle mais pas suffisamment d'eau pour d'autres usages domestiques (nettoyage de la maison, du sol, etc.)	Le ménage a accès à suffisamment d'eau pour boire, au moins pas suffisamment d'eau pour cuisiner ou pour l'hygiène personnelle ou pour d'autres usages domestiques (nettoyage de la maison, du sol, etc.)	Le ménage a suffisamment d'eau pour boire mais pas suffisamment d'eau pour cuisiner, pour l'hygiène personnelle, pour l'hygiène personnelle et pour d'autres usages domestiques (nettoyage de la maison, du sol, etc.)	Le ménage n'a pas suffisamment d'eau pour boire
Pourcentage de ménages par type d'infrastructure d'assainissement utilisée et selon le partage de celle-ci	Infrastructures sanitaires améliorées privées utilisées par au moins 20 personnes (< 20 personnes)	Infrastructures sanitaires améliorées privées ou publiques partagées par moins de 20 personnes (< 20 personnes)	Infrastructures sanitaires améliorées privées ou publiques partagées par 20 personnes ou plus (>= 20 personnes)	Infrastructures sanitaires non améliorées (Latrines à fosse sans dalle ni plateforme ou Sacs/Sachets plastiques ou Seaux ou Toilettes/latrines suspendues ou Trou ouvert) OU Infrastructures sanitaires partagées par 50 personnes ou plus (>= 50 personnes)	Défécation à l'air libre
Pourcentage de ménages ayant montré un dispositif de lavage des mains, avec eau et savon disponibles	Du savon est disponible à la maison ET des installations de lavage des mains sont disponibles sur place avec du savon et de l'eau	Du savon est disponible à la maison ET il n'y a pas d'installation pour le lavage des mains avec de l'eau ou du savon dans les locaux	Le savon n'est pas disponible à la maison et il n'y a pas d'installation de lavage des mains avec du savon et de l'eau dans les locaux		

Indicateurs non critiques

LSG : Indicateurs non critiques	0	1
Pourcentage de ménages utilisant des latrines ne rencontrant aucun problème	Les latrines ne présentent aucun problème OU Les installations sanitaires (latrines/toilettes) sont privées et ne sont pas séparées entre les hommes et les femmes	Les latrines ne présentent au moins un problème OU Les installations sanitaires (latrines/toilettes) sont publiques et ne sont pas séparées entre les hommes et les femmes
Pourcentage de ménages n'ayant cité aucun moment clé de la journée pour le lavage des mains	Au moins un moment clé cité	Aucun moment clé cité

- **Secteur – Abris et biens non-alimentaires (ABNA)**

Indicateurs critiques

LSG : Indicateurs critiques	1	3	4	4+
Pourcentage de ménages par type d'abri	Maison solide/terminée OU Appartement solide/terminé OU Tente OU RHU (refuge house unit / unité de logement des réfugiés) OU ABRIS D'URGENCE "AMELIORE" TYPE SAHELIEN (ou case traditionnelle")	Abri improvisé OU Bâtiments communautaires	Bâtiment non couvert/non terminé	A l'air libre (aucun abri)
Pourcentage de ménages par dommage à l'abri	Aucun dommage OU Dommage au système de gaz ou d'électricité OU Dommage au système d'eau ou d'évacuation des eaux usées OU Dommages aux murs OU Dommages aux fenêtres et/ou aux portes	Dommages au toit (fissures, ouvertures, effondrement partiel)	Dommages aux sols	Effondrement total ou abri trop endommagé et dangereux pour y vivre

LSG : Indicateurs critiques	1	3	4	4+
	(manquantes, cassées, ne fermant pas correctement)			

Indicateurs non critiques

LSG : Indicateurs non critiques	0	1
Pourcentage de ménages selon la modalité d'occupation du logement / de la parcelle	Propriété OU Location / prêt ou don	Hébergement sans payer de loyer (par de la famille, des amis ou une institution) OU Pas d'accord d'occupation / squat
Pourcentage de ménages se sentant à risque d'éviction de leur logement / parcelle	Non	Oui

- **Secteur – Santé**

Indicateurs critiques

LSG : Indicateurs critiques	1	2	3
Pourcentage de ménages avec au moins un membre ayant eu un besoin de soins de santé n'ayant pas été comblé au cours des trois derniers mois, par type de soins n'ayant pas pu être obtenu	Aucun besoin de soins de santé n'a été rapporté	Au moins un membre du ménage a rapporté un besoin de soins de santé ayant été comblé	Au moins un membre du ménage a rapporté un besoin de soins de santé n'ayant pas été comblé

LSG : Indicateurs critiques	1	2	3
Pourcentage de femmes ayant accouché au cours des deux dernières années, par lieu d'accouchement et assistance reçue	Sans besoin d'accouchement	L'accouchement a eu lieu dans un établissement de santé	L'accouchement a eu lieu à domicile ou la maison

Indicateurs non critiques

Indicateurs non critiques	0	1
Pourcentage de ménages avec au moins un membre souffrant d'une maladie chronique	Non	Oui
Pourcentage de ménages avec au moins un membre adulte ayant au moins un handicap	Aucun handicap	Au moins un membre adulte ayant au moins un handicap
Pourcentage de ménages avec au moins un enfant de moins de cinq ans n'ayant pas de carnet de vaccination	Tous les enfants de moins de 5 ans ont un carnet de vaccination OU sans enfant de moins de 5 ans	Au moins un enfant de moins de 5 ans sans carnet de vaccination

- **Vulnérabilités préexistantes (PEV)**

Vulnérabilités	0	1
Pourcentage de ménages selon l'âge du ou de la cheffe de ménage	Moins de 60 ans	60 ans et plus
Pourcentage de ménages selon le statut matrimonial du ou de la cheffe de ménage	Marié(e) – polygame OU Marié(e) – monogame OU Union libre ou concubinage OU Célibataire OU Séparé(e) - Divorcé(e)	Veuf/veuve

Vulnérabilités	0	1
Pourcentage de ménages selon le niveau d'éducation du ou de la cheffe de ménage	Alphabétisé	Non alphabétisé

Annexe 6 : Partenaires et remerciements

REACH remercie l'ensemble des personnes ayant participé de près ou de loin à la mise en œuvre de cette évaluation, notamment :

- **Bailleurs :**
 - Bureau for Humanitarian Assistance (BHA)
 - Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)
- **Soutien logistique et sécuritaire**
 - ACTED
 - The International NGO Safety Organisation (INSO)
- **Collaboration lors de l'élaboration de la recherche :**
 - ICCG
- **Partenaires lors de la collecte de données :**
 - Association Malienne pour la Solidarité et le Développement (AMSODE)
 - Association Vivre au Sahel (AVS)
 - Première Urgence Internationale (PUI)
 - World Vision International (WVI)